

Police Nationale Congolaise à l'épreuve Des Violences électorales Dans La Ville De Goma Au Nord Kivu De 2017 A 2019

MAOMBI MULUME Mutaalam David

Assistant à l'Institut Supérieur de Développement Rural de Goma

Tel : +243973439362 ; 999257309

E-mail : davidmaombimulume@gmail.com

Résumé

La protection de l'ordre public est une mission constitutionnelle de la police nationale Congolaise en temps de paix comme en temps de guerre, son efficacité et son efficience durant le processus électoral constituent une valeur ajoutée dans notre univers congolais qualifié de très fragile en vue de sécuriser les élections à tous les différents échelons du pays. Cette réflexion s'inscrit dans le cadre d'analyser le rôle de la Police Nationale Congolaise face aux violences électorales observées à Goma.

Ceci veut dire que son implication durant toutes les phases électorales est une épine dorsale, car revêtant un rôle multiforme variable selon les circonstances.

Il sied d'indiquer que la police nationale congolaise doit être à mesurer d'assurer d'une façon républicaine la sécurité de l'ensemble du Processus électoral compte tenu de ses prérogatives étatiques avant, pendant et après les élections.

Mots clés : Violence, Election, Sécurité, Police, Armée.

Abstract

Protection of the public order is a constitutional mission of the Congolese national police in time of peace as in times of war, its effectiveness and efficiency during the election process make up an added value in our Congolese universe qualified as very fragile with a view to securing the election to all the different ranks of the country. This reflection fits as part of analysing the role of the Congolese national police in the face of the electoral violence observed in Goma.

This means that its involvement during all these election phases is a backbone, as having a variable multiform role depending on the circumstances.

It is necessary to indicate that the Congolese national police must be able to insure in a republican way the safety of the entire election process considering its states prerogative before, during and after elections.

Keywords: Violence, Election, Security, Army, Police.

INTRODUCTION

Le processus démocratique en Afrique, en général, et en RDC, en particulier, a certainement mis fin à l'autorisation constitutionnelle. Il a introduit dans le pays une nouvelle dynamique, celle de l'émergence des systèmes politiques fondés sur de nouveaux principes de pluralisme, d'alternance et de l'Etat de droit.

La démonstration d'Ermetool fixe que la réforme du cadre juridique électoral et institutionnel doit s'appuyer sur l'évaluation des processus électoraux antérieurs. Une telle évaluation s'effectue dans la période postélectorale afin d'identifier les dispositions juridiques contestées, insuffisantes ou ambiguës et les actes qui ont eu une incidence négative sur la conduite des processus électoraux précédents. La réforme doit notamment prendre en compte (a) la pertinence du système électoral ; (b) la crédibilité des OGE, (c) l'efficacité des mécanismes de règlement des contentieux électoraux, (d) l'intégrité des processus d'inscription des électeurs, d'enregistrement des partis politiques et des candidats ; (e) la qualité de la législation régissant les rôles et les responsabilités des partis politiques ; (f) l'existence des mécanismes favorisant le remplacement des représentants élus ; (g) l'existence des mécanismes d'échange d'informations avec le secteur de la sécurité et d'autres organismes ainsi que groupes de citoyens concernés, etc. Les organes de gestion électorale sont bien placés pour initier, conseiller et influencer sur ces changements¹.

Les FARDC ont pour mission de constituer les Unités de réserve prêtes à renforcer la PNC, sur réquisition préalable de l'Autorité Politico-Administrative ou de la CENI dans l'exécution du maintien et du rétablissement de l'ordre public².

Lorsque les Unités des Forces armées sont appelées à intervenir avec la Police Nationale pour donner force à la loi, hormis les situations d'état de siège, la direction des opérations de rétablissement de l'ordre public revient au Commandant des Unités de la Police Nationale. Toutefois, les événements prennent l'ampleur d'une insurrection armée, la Police se retire au profit des Forces armées. Les conditions et modalités de ce retrait sont fixées par le Décret du Premier Ministre délibéré en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre ayant dans ses attributions les affaires Intérieures »³. Mathias hounkpe et Alioune badaragueye notent l'usage pertinent à l'égard des corps spécialisés en matière de sécurité dans la gestion des élections dans les démocraties nouvelles de l'Afrique de l'Ouest. Dans leurs démarches, ils expriment la conséquence de ce recours qui pose toujours problèmes en entraînant quelques coûts. Ils concluent en soutenant la question d'impliquer les forces de sécurité dans le processus électoral sans qu'elles deviennent à leur tour pour autant, une source de biais du processus électoral étant donné la nature intimidante de ces forces. Dans tous les cas des figures évoqués, la sécurisation des élections, qui est l'un des aspects importants de la gestion des élections, devrait également se faire sous la supervision de la commission électorale. (4) Flamand Baliwa N'goy, a alerté les autorités policières quant à la prudence à faire montrer durant ce

¹ Guide des mesures de prévention et d'atténuation des violences liées aux élections, IDEA International, Septembre 2013, P. 10.

² Décret n°005/026 du 06 Mai 2005 portant plan opérationnel de sécurisation du processus électoral Art 27.

³ La loi Organique n°11/013 du 11 Août 2011 portant organisation et fonctionnement de la Police Nationale Congolaise, Article 81.

(⁴) M. HOUNKPE et A. BADARA, note des forces de sécurité dans le processus électoral : cas de six pays de l'Afrique de l'ouest, Friedrich Ebert Stiftung Abidjan 2010, P13.

processus par rapport aux turbulences pré-électorales manifestées par différents acteurs politiques de suite du report des élections, surtout présidentielles.(5)

L'institut goree (goreeinstitutione)⁶ indexe les élections, comme sources des violences politiques. Il soutient qu'en Afrique, il est devenu une coutume de ne pas arriver à terme d'un processus électoral sans violence. L'institut aborde, dans sa rédaction, la question de violence électorale avec prétention d'éclairer les différents aspects, en cherchant à analyser les causes de violences, leurs conséquences, mais aussi les mécanismes pouvant permettre de les résoudre ou de les atténuer et cela avant d'émettre des recommandations en s'appuyant sur les élections présidentielles du Sénégal.

Notre réflexion aborde la question de la sécurisation du processus électoral, dans un contexte particulier comme celui de la République Démocratique du Congo en général et en ville de Goma au Nord Kivu. Il s'agit spécifiquement des Violences électorales et rôle de la Police Nationale Congolaise dans la ville de Goma au Nord-Kivu de 2017 et 2019 »

Depuis 2006, la RDC a débuté la phase décisive de son histoire, depuis l'avènement de la troisième République dans le cadre du Processus électoral. Celui-ci requiert une attention particulière de la part des services de sécurité, compte tenu et du fait qu'il s'agit d'un Pays ayant connu un conflit pendant plusieurs années, et, de ce fait, toutes les institutions ont été lourdement affectées de longues années durant. Des menaces, tant intérieures qu'extérieures, avaient guetté et guettent d'une manière particulière les différents cycles électoraux en RDC et surtout dans ce coin de la RDC, qu'est la ville de Goma en Province du Nord-Kivu.

Parmi ces menaces, l'on retiendra d'abord des génocidaires rwandais déversés au Nord-Kivu, la convoitise des richesses du sous-sol de la RDC en général et en particulier celle du Nord-Kivu, l'activisme des ADF-NALU. Evoquons ensuite des menaces des groupes armés locaux à caractère ethnico-tribal, des mécontents des FARDC et les déserteurs qui ne sont pas de nature à rendre aisé le déroulement du processus électoral.

En effet, à partir du fait que ces Groupes Armés, une fois manipulés par les Politiciens, pourraient nuire au processus électoral, surtout que leur présence pourrait rendre inaccessible pour les agents électoraux, un grand nombre de coins de la Province. Les partis Politiques au Nord-Kivu plus particulièrement en ville de Goma sont pour la plupart des émanations des composantes jadis en conflit pendant les différentes rebellions.

La tendance qui s'observe à ne pas tolérer, la présence de l'autre constitue une menace au processus électoral.

Les forces vives de la population, par ailleurs, s'intéressent à la Politique et donnent même l'impression de s'être muées en partis Politiques. Leur prise de position vis-à-vis

(⁵) Flamand BALIWA N'GOY, Rôle de la police nationale face à l'impréparation de l'opposition durant le processus électoral de 2018, Ed. Revue de philosophie Isidore BAKANJA, BUKAVU, 2019,

⁶ INSTITUT GOREE, Violence électorale en GUINEE, au SENEGAL et au TOGO, SENEGAL Edition 2015

de l'autorité est souvent gauche votre extrémiste et constitue à coup sûr un danger face au processus électoral.

La tendance hégémonique de certaines tribus vis-à-vis des autres est dangereusement à la base des conflits ethniques au Nord-Kivu. La réconciliation est loin d'être acquise, étant donné que le reste de la population ne parvient pas à comprendre pourquoi certains membres d'une catégorie de tribus bien déterminées ne cessent de se rallier aux groupes armés ayant la mission de déstabiliser la Province du Nord-Kivu. Le manque de professionnalisme de certains agents de service de sécurité, des agents électoraux, et non équipement des services de sécurité, constituent aussi une meilleure et réelle menace à la sécurisation d'un cycle électoral. Ces auteurs ont bel et bien abordé la question de la sécurisation du processus électoral, mais ils n'ont pas tenu compte du contexte particulier comme celui de la République Démocratique du Congo en général et de la ville de Goma qui fait l'objet de la présente étude, en particulier.

La réflexion s'inscrit dans une dynamique d'élucider l'approche chronologique des violences électorales en mettant en exergue la face de la Police Nationale Congolaise en ville de Goma dans la phase pré-électorale, le jour du scrutin et la phase postélectorale durant les cycles électoraux de 2018 et de 2019. Une façon de mettre ce service public devant le Tribunal de sa conscience durant la période susdite.

Principalement, cette étude va indiquer les violences électorales ayant caractérisé les processus électoraux et le comportement de la Police Nationale Congolaise en ville de Goma au Nord-Kivu ; cibler les véritables acteurs des violences liées aux élections en ville de Goma ; passer au crible le rôle de forces de sécurité dans ces violences face aux intérêts partagés entre acteurs politiques et société civile en ville de Goma et déterminer les paramètres ou facteurs qui expliquent les violences électorales au Nord- Kivu ?

En guise d'hypothèses,

Plusieurs acteurs seraient véritablement responsables des violences électorales en ville de Goma. D'abord, les acteurs formels. Il s'agirait d'acteurs institutionnels, résistant à la volonté populaire de renouveler la classe politique dirigeante. Ensuite, les acteurs informels qui sont des chefs des groupes armés locaux ainsi que ceux des groupes armés étrangers, actifs sur le territoire congolais. Enfin, les nouveaux acteurs, décidés à intégrer et restructurer la classe politique, mais butés à la résistance des anciens acteurs, mobilisant les forces de l'ordre et/ou les groupes armés à leurs fins politiques.

Les forces de sécurité auraient joué un rôle double et paradoxal dans la survenue des violences électorales. D'une part, elles feraient le guet pour assurer sa crédulité et transparence du processus électoral. D'autre part, elle en aurait assuré le gâchis, par sa volte-face au profit d'une cause politicienne, Plusieurs paramètres entreraient en jeu dans la survenue des violences électorales en ville de Goma. Au nombre d'eux, un contexte sécuritaire déjà volatil en ville de Goma, susceptible d'entraîner des rivalités entre concurrents, candidats, partis et ethnies, politique, socio-économique et géopolitique.

Les accrochages entre les militants des partis politiques, des mouvement des citoyens et masse populaire avec la PNC, les accrochages entre militants de l'opposition et de la majorité, la vandalisations des biens publics(véhicules et bureaux de la PNC) et privés, l'usage des armes à feu par les manifestants, les barricades des routes et rues principales

de la ville, les lynchages des policiers par la population seraient les violences électorales ayant caractérisé les deux processus électoraux (2011 et 2018) alors que la dispersion violente des manifestants et la sécurisation des coins stratégiques de la ville seraient le comportement de la PNC pendant le processus électoral en ville de Goma

II. CADRE THEORIQUE

Le balisage théorique consiste à ce niveau de définir certains concepts clés de cette réflexion en termes d'élaguer les équivoques dans la compréhension du cadre dans lequel s'inscrit cette étude. Entre autre précisons :

Election :étymologiquement le terme « élection » provient du verbe « eligère » qui signifie choisir et de la substantive « élection »qui signifie « choix » : choix des membres du peuple pour l'exercice de la fonction de magistrat(commandeur)

Processus électoral :désigne ordinairement l'ensemble des opérations nécessaires au bon déroulement des élections, qu'il s'agisse de la confection des listes électorales, de l'organisation de la campagne électorale, des différentes formalités de préparation au scrutin, de la tenue de bureau de vote, de procédé à la votation des modalités de centralisation et de compte des résultats, des formations des officiers électoraux, de l'encadrement de sondage d'opinion ou encore l'observation internationale et nationale

Violences :c'est toute force qu'on use contre le droit commun, contraire aux lois, contre les libertés publiques ;

Parti politique :groupe des personnes possédant des idées politiques communes réunies en association

Mouvement citoyen : groupement civique qui mobilise la population et implémente des actions collectives en vue de la défense de leurs intérêts communs.

Démocratie : régime politique dans lequel le peuple dispose du pouvoir souverain⁷

III. CADRE METHODOLOGIQUE

1. Méthodes

La méthode est un ensemble d'opérations intellectuelles par lesquelles une discipline cherche à atteindre les vérités qu'elle poursuit, les démontre et les vérifie⁸. Pour atteindre l'explication du phénomène en étude dans ce travail, nous avons fait recours aux méthodes ci-dessous :

a) La méthode historique

Nous avons usé de cette méthode par expérience du passé. Elle nous a aisément permis de retracer l'historique des processus électoraux au Nord-Kivu. C'est cette méthode, prise comme une ficelle ayant facilité à relever la fibre scientifique de notre recherche.

b) La méthode descriptive

Elle nous a permis de décrire le déroulement du processus électoral en RDC en général et en ville de Goma en particulier en insistant sur les acteurs engagés dans les

⁷ Le dictionnaire français sur <http://wiktionary.org>, consulté le 12/11/2021, Paris 1994

⁸ Madeleine GRAWITZ, *Méthodes de recherche en sciences sociales*, citation dans processus démocratique en Afrique : impacte et perspective. Edité par pierre salmand p 100, Cotonou, 1994

violences électorales et le rôle de la PNC dans une province déjà aux multiples problèmes sécuritaires.

c) La méthode dialectique

Alors que les élections devaient servir à apaiser les esprits, fort est de constater qu'elles ont toujours été à la base des conflits, des contradictions de tout genre entre les acteurs politiques. Cette méthode nous a permis de desceller les contradictions qui émaillent les élections dans les pays du Tiers Monde en général et la RDC en particulier, le caractère conflictuel des élections devenant une contradiction à la démocratie

2. Techniques de collecte et d'analyse des données

La technique est un outil qui permet au chercheur de récolter et de traiter les informations nécessaires à l'élaboration d'un travail scientifique. Pour ce qui est de cette étude, les techniques ci-dessous nous ont été d'une importance capitale :

a) Observation extérieure

Notre qualité d'agent de l'ordre, nous avons été acteurs directs du processus électoral en ville de Goma. Ce qui nous a permis de bien observer des uns et des autres (police, population, acteurs politique, ...) de manière à comprendre les tenants et les aboutissants du processus électoral dans cette province en proie à la crise sécuritaire.

b) Technique documentaire

Cette technique nous a permis de consulter des ouvrages, des articles, des rapports et d'autres documents entretenant des liens directs avec notre objet d'étude. Elle est matérialisée par la présence d'une bibliographie à la fin de ce travail.

c) L'analyse de contenu

Les données collectées grâce à ces différentes techniques n'ont été utilisées de manière brute. Grâce à l'analyse, nous avons sélectionné parmi elles, celles qui cadrent directement avec notre objet d'étude.

IV.DONNEES DE L'ENQUETE

a. POPULATION D'ETUDE

La population c'est l'ensemble des éléments parmi lesquels on aurait pu choisir l'échantillon c'est-à-dire l'ensemble des éléments qui possèdent les caractéristiques qu'on veut observer. Ces caractéristiques ont les traits communs qui sont en fait des paramètres d'appréciation ;

Notre population d'étude est constituée des habitants de la ville de Goma.

b. ECHANTILLONNAGE

Vu que notre population d'étude est celle habitant de la ville de Goma qui s'élève à 1038318 dont 213742 hommes,229675 femmes,285216 garçons et309685 filles(rapport annuel mairie de Goma, exercice 2020),nous ne pouvons pas interroger tout le monde, nous avons choisi un nombre d'individus dont l'observation nous a permis de tirer des conclusions totales à un certain degré de confiance. Nous avons fait recours à un échantillonnage aléatoire simple et avons retenu 273 personnes de deux sexes à la fois, des différentes fonctions(agents de la PNC,Politiciens et les parents de Goma, provenant des

quartiers différents constituant la ville de Goma.

V.PRESENTATION DES RESULTATS

A l'issue du dépouillement des données ayant reposé essentiellement sur le décompte des fréquences qui ont abouti aux pourcentages, les résultats ci-dessous ont été obtenus :

Tableau n°1 :Du sexe des enquêtés.

Question	Variables	Fréquence	%
Quel est votre sexe ?	Masculin	173	63,3
	Féminin	100	36,6
	Total	273	100

Source : Nos enquêtes sur terrain

Au vu de ce tableau, il ressort que 63,3% sont du sexe masculin et 36,6% du sexe féminin.

Tableau n°2 : Présentation des enquêtés par Etat matrimonial

Question	Variables	Fréquences	%
Quel est votre Etat matrimonial ?	Célibataire	120	43,9
	Marié	100	36,6
	Divorcé	13	4,7
	Veuf	40	14,6
		273	100

Source :Nos enquêtes sur terrain

Ces résultants prouvent que 43,9% sont des célibataires,36,6% sont mariés,14,6% des veufs et 4,7% sont de divorcés

Tableau n°3 : Présentation des enquêtés par âge

Question	Variables	Fréquences	%
Quelle est votre tranche d'âge ?	Moins de 18ans	10	3,6
	De 18 à 25ans	73	26,7
	De 25 à 40 ans	100	36,6
	De 40 à 64ans	60	21,9
	Plus de 64ans	30	10,9
	Total	273	100

Source :Nos enquêtes sur terrain

Au terme de ce tableau,36,6% ont l'âge variant entre 25 à 40,26,7% de 18 à 25,21,9% ont 40 à 64,10,9% ont plus de 64ans 3,6% ont moins de 18 ans.

Tableau n°4 : Présentation des enquêtés selon leur profession

Question	Variables	Fréquences	%
Quelle est votre profession ?	Policier	100	36,6
	Acteur politique	50	18,3
	Partisan d'un parti politique	30	10,9
	Etudiant	70	25,6
	Autochtone	23	8,4
	Total	273	100

Source : Nos enquêtes sur terrain

Les résultats de ce tableau montrent que 36,6% de nos enquêtés sont policiers, 25,6% des étudiants, 18,3% acteurs politiques, 10,9% des partisans de partis politiques et 8,4% des autochtones de la ville de Goma

Tableau n°5 : De la participation aux élections

Question	Variable	Fréquences	%
Avez-vous déjà participer aux élections en ville de Goma ?	Oui	250	91,5
	Non	23	8,4
	Total	273	100

Source : Nos enquêtes sur terrain

Au vu de ce tableau, 91,5% ont déjà participé aux élections et 8,4% n'ont jamais participé.

Tableau n°6, Du climat de passation des élections

Question	Variables	Fréquences	%
Dans quel climat les élections se passent-elles ?	calme	23	8,4
	Trouble	60	21,9
	Violences à haut niveau	150	54,9
	Guerre	40	14,6

Source: Nos enquêtes sur terrain

Partant de ces résultats, 54,9% disent que les élections se passent dans un climat des violences à haut niveau, 21,9% évoquent des troubles, 14,6% parlent des guerres et 8,4% confirment que c'est dans un calme

Tableau n°7, Des véritables acteurs des violences aux élections

Question	Variabiles	Fréquences	%
Quels sont les véritables acteurs des violences liées aux élections en ville de Goma?	Acteurs formels	80	29,3
	Acteurs institutionnels	113	41,3
	Acteurs informels	35	12,8
	Groupes armés actifs	45	16,4
	Total	273	100

Source: Nos enquêtes sur terrain

Les résultats de ce tableau prouvent que 41,3% ont confirmé les acteurs institutionnels sont les véritables acteurs des violences liées aux élections en ville de Goma, 29,3% ont évoqué les acteurs formels, 16,4% ont ciblé les groupes armés et 12,8% ont parlé des acteurs informels.

Tableau n°8 : Du rôle des forces de la sécurité dans ces violences face aux intérêts partagés entre acteurs politiques et sociétés civiles

Question	Variabiles	Fréquences	%
Quel serait le rôle des forces de la sécurité dans ces violences face aux intérêts partagés entre les acteurs politiques et la société civile en ville de Goma?	Jouer un rôle double et paradoxal dans la venue des violences électorales	90	32,9
	Assurer sa crédibilité et transparence du processus électoral	160	58,6
	Assurer le gachis par sa volte-face au profit d'une cause politicienne	23	8,4
	Total	273	100

Source: Nos enquêtes sur terrain

Ces résultats prouvent que 58,6% ont confirmé l'assurance de crédibilité et transparence du processus électoral serait le rôle à jouer par les forces de sécurité, 32,9% ont ciblé de jouer un rôle double et paradoxal dans la venue des élections et 8,4% ont parlé d'assurer le gachis par sa volte-face au profit d'une cause politicienne.

Tableau n° 9, Des facteurs expliquant les violences électorales en ville de Goma

Question	Variabes	Fréquences	%
Quels seraient les facteurs qui expliqueraient les violences électorales?	Accrochages entre les militants des partis politiques	73	26,7
	Accrochage entre la PNC et les mouvements citoyen et masse populaire	90	32,9
	Accrochage entre militants de l'opposition et la majorité	70	25,6
	Vandalisation des biens publics	15	5,4
	Barricades des routes	25	9,1
	Total	273	100

Source: Nos enquêtes sur terrain

Au regard de ces résultats, 32,9% ont évoqué les accrochages entre les mouvements citoyens et masse populaire avec la PNC comme facteurs démontrant les violences électorales, 26,7% disent des accrochages entre les militants des partis politiques, 25,6% parlent des accrochages entre les militants de l'opposition et majorité, 5,4% ciblent la vandalisation des biens publics, et 9,1% confirment les barricades des routes.

VI. DISCUSSION DES RESULTATS

Nous voici au terme de notre enquête menée au sein de la population de la ville de Goma dont les principaux résultats sont les suivants: le tableau ci-après est révélateur que les véritables acteurs des violences liées aux élections en ville de Goma se présentent de la manière suivante:

Le pourcentage de 41,3% a confirmé que les acteurs institutionnels sont les véritables acteurs des violences liées aux élections en ville de Goma, 29,3% ont évoqué les acteurs formels, 16,4% ont ciblé les groupés armés et 12,8% ont parlé des acteurs informels. Ceci confirme notre première hypothèse.

A ce qui est de rôle des forces de sécurité dans ces violences face aux intérêts partagés entre les acteurs politiques et la société civile en ville de Goma, les résultats se présentent de la manière:

Le pourcentage de 58,6% a confirmé l'assurance de crédibilité et transparence du processus électoral serait le rôle à jouer par les forces de sécurité, 32,9% ont ciblé de jouer un rôle double et paradoxal dans la venue des élections et 8,4% ont parlé d'assurer le

gachis par sa volte-face au profit d'une cause politicienne. Confirmation de notre deuxième Hypothèse

Pour notre 3ème préoccupation les résultats se présentent comme suit:

Le pourcentage de 32,9% a évoqué les accrochages entre les mouvements citoyens et masse populaire avec la PNC comme facteurs démontrant les violences électorales, 26,7% disent des accrochages entre les militants des partis politiques, 25,6% parlent des accrochages entre les militants de l'opposition et majorité, 5,4% ciblent la vandalisation des biens publics, et 9,1% confirment les barricades des routes. confirmation de notre troisième hypothèse.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Cette réflexion a porté sur les violences électorales et rôle de la police nationale congolaise à Goma au Nord-Kivu de 2017 et 2019.

Après nos enquêtes sur terrain, nous avons constaté plusieurs paramètres qui sont entrés en jeu dans la survenue des violences électorales en ville de Goma, entre autres : Le contexte sécuritaire déjà volatil au Nord-Kivu, susceptible d'entraîner des rivalités entre concurrents, candidats, partis et ethnies ; La situation politique accentuant les clivages entre opposition et majorité suite à l'organisation déficitaire des élections ayant comme corolaire la contestation des résultats par les perdants ; Le contexte socio-économique avec le souci pour chaque communauté de la province de contrôler l'exécutif provincial dans le but d'étendre l'hégémonie ethnique et avoir ainsi une main mise sur les ressources provinciales (minerais, taxes, postes politiques et administratifs) ; Le paramètre géopolitique : l'interférence des Etats voisins et de la communauté internationale dans les questions électorales de la RDC a accentué les manifestations des rues des opposants, mouvements citoyens et masse populaire et exacerbé la colère de la majorité présidentielle.

En termes de recommandations, nous suggérons ce qui suit :

Au pouvoir public : De respecter les acquis de la démocratie malgré les intérêts partisans des uns et des autres ; D'équiper et instruire la police nationale congolaise de manière à la rendre plus professionnelle pour encadrer les manifestations publiques ; De respecter les échéances électorales en vue d'éviter de faire sombrer le pays dans le chaos ; D'éviter de politiser les services de sécurité qui doivent rester neutres pour le bien de la patrie.

A la Police Nationale Congolaise : De faire preuve de professionnalisme lors des manifestations publiques ; De travailler pour une bonne collaboration et un climat de confiance entre PNC et la population ; D'éviter l'usage disproportionné des forces pour disperser les manifestations publiques ; D'éviter tout comportement partisan lors des manifestations organisées par les partis politiques de la majorité ou de l'opposition ; De bien informer les hommes de troupe de la mission et de la déontologie d'un policier en vue d'éviter l'extorsion des biens de la population lors des manifestations ; D'assainir ses troupes des policiers non instruites qui commettent des désordres lors des interventions policières ;

Aux partis politiques : D'éviter de confondre les institutions de l'Etat avec celles du parti car le Congo n'est plus dans un système à parti unique ; De bien éduquer leurs militants à fin d'éviter le dérapage lors des manifestations qu'ils organisent ; De développer chez leurs militants le sens du bien commun et du respect des institutions de la République, de la province, de la ville, etc. ; De toujours collaborer avec la PNC pour une bonne réussite des manifestations publiques ; De toujours adapter leurs stratégies d'action à la conjoncture politique, sociale et économique du pays.

Aux mouvements citoyens : De faire la différence avec les partis politiques pour éviter toute confusion lors des manifestations ; De bien orienter leurs actions et développer d'autres stratégies de revendication pour éviter des accrochages répétés avec la PNC.

A la communauté internationale : De mettre fin à toute ingérence dans les affaires de la RDC au nom de la souveraineté des Etats ; D'éviter d'instrumentaliser le peuple congolais, partis politiques de l'opposition et les mouvements citoyens pour des intérêts égoïstes

A la population : De ne pas se laisser instrumentaliser par les politiciens à mal de positionnement ; De faire confiance à la PNC pour l'encadrement de toute manifestation autorisée ; D'avoir le sens du respect des biens communs en vue d'éviter leur destruction lors des manifestations.

Références bibliographiques

- M. HOUNKPE et A. BADARA, Note des forces de sécurité dans le processus électoral : cas de six pays de l'Afrique de l'ouest, Friedrich Ebert Stiftung Abidjan 2010.
- Flamand BALIWA N'GOY, Rôle de la police nationale face à l'impréparation de l'opposition durant le processus électoral de 2018, Ed. Revue de philosophie Isidore BAKANJA, BUKAVU, 2019.
- INSTITUT GOREE, Violence électorale en Guinée, au Sénégal et au Togo, Sénégal, Edition 2015
- Guide des mesures de prévention et d'atténuation des violences liées aux élections, IDEA International, Septembre 2013.
- Décret n°005/026 du 06 Mai 2005 portant plan opérationnel de sécurisation du processus électoral Art 27.
- La loi Organique n°11/013 du 11 Août 2011 portant organisation et fonctionnement de la Police Nationale Congolaise, Article 81.
- Le dictionnaire français sur <http://wiktionary.org> consulté le 12/ 11/ 2021
- , PARIS, 1994.
- GUIDE ELECTORAL : Tome II, Cadre normatif des élections en RDC, Volume1.
- La voix du Nord-Kivu n° 23 du 9 avril 1965.

- Décret N°05/026 du 06 Mai portant plan opérationnel de sécurisation du processus électoral.
- Radio OKAPI ; www.radiookapi.net
- Voice of Congo, Tensions entre FCC et CASH Felix TSHISEKEDI refuse de nommer Yuma comme Premier ministre 9 avril 2019.